



HAL
open science

L'émergence d'une socioéconomie écologique. Lecture croisée de trois ouvrages récents

Olivier Petit

► **To cite this version:**

Olivier Petit. L'émergence d'une socioéconomie écologique. Lecture croisée de trois ouvrages récents. *Natures Sciences Sociétés*, 2018, 26 (4), pp.463-472. <10.1051/nss/2019002>. <hal-02099237>

HAL Id: hal-02099237

<https://univ-artois.hal.science/hal-02099237v1>

Submitted on 14 Apr 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Regards – Focus

L'émergence d'une socioéconomie écologique. Lecture croisée de trois ouvrages récents

Olivier Petit*

Économie, Université d'Artois, UMR8019 Clersé, Arras, France

L'économie écologique est un champ qui a émergé, il y a une trentaine d'années, du rapprochement de travaux d'économistes et d'écologues. Il a connu depuis un formidable essor sur le plan du volume de publications et de sa notoriété. Dans un premier texte qui présente une recension de trois ouvrages parus en 2015 et 2017, Olivier Petit nous montre que ce champ est traversé d'importantes controverses sur la manière de traiter des enjeux de soutenabilité et des rapports entre science et société. Parmi les différents courants de pensée qui le structurent, la socioéconomie écologique apparaît comme la tentative la plus poussée d'instaurer un dialogue entre les sciences de l'environnement, l'économie et les autres sciences sociales. Encore que..., nous laisse entendre Gildas Renou. Dans un second texte, il interpelle, en effet, les auteurs d'un de ces ouvrages promoteurs de cette socioéconomie écologique. Tout en soulignant les grandes qualités pédagogiques de ce livre, il dénonce le « Yalta épistémologique » entre économie et sociologie qui y est tracé à travers une division du travail qui conduirait à ce que l'économie traite de la valeur et les sciences sociales des valeurs. Il appelle à battre en brèche cette partition scientifique afin que la socioéconomie écologique puisse jouer pleinement son rôle en matière de compréhension des rapports que tissent les sociétés avec leur environnement.

La Rédaction

Résumé – L'objectif de ce texte est de proposer, à partir d'une lecture croisée de trois ouvrages récents relevant de la socioéconomie écologique, une analyse des fondements et des thématiques principales de ce champ d'étude en cours d'émergence. Après avoir brièvement présenté l'architecture générale de chacun de ces trois livres, nous revenons sur la distinction opérée entre les nouveaux économistes des ressources, les nouveaux pragmatistes de l'environnement et les tenants de la socioéconomie écologique, pour en relever les clivages principaux. Nous développons ensuite la perspective empruntée par ce dernier courant, en exposant ses fondements ontologiques, épistémologiques et méthodologiques, puis en déclinant, à partir d'un certain nombre de thèmes structurants, les principaux enjeux et débats actuellement à l'œuvre dans ce domaine.

Mots-clés : économie écologique / économistes socioécologiques / nouveaux économistes des ressources / nouveaux pragmatistes de l'environnement / enjeux théoriques / débats méthodologiques

Abstract – **An emerging field: social ecological economics. Cross-comparison of three recent books.** This paper is based on the critical reading and cross-comparison of three recent books published in the field of social ecological economics. We first start by briefly presenting the general architecture and main goals of the three books. We then highlight the main differences in the approaches developed by new resource economists, new environmental pragmatists and social ecological economists. Finally, we present in greater detail the perspective developed by social ecological economists, from an ontological, epistemological and methodological viewpoint. This perspective involves several topics that structure the debates and currently ongoing controversies in the field of ecological economics.

Keywords: ecological economics / social ecological economists / new resource economists / new environmental pragmatists / theoretical debates / methodological issues

*Auteur correspondant : olivier.petit@univ-artois.fr

Les trois ouvrages dont il est question ici témoignent de la nécessité de rendre accessible à un large lectorat un champ de recherche interdisciplinaire particulièrement fécond, qui dispose de racines anciennes, mais qui s'est surtout développé à l'échelle internationale à partir de la fin des années 1980. La lecture croisée de ces trois ouvrages, aux ambitions et aux formats distincts, vise à proposer un état des lieux et une cartographie d'un paysage conceptuel et méthodologique en pleine évolution, qui se trouve à un moment décisif de son histoire, tant les clivages qui se dessinent au sein même du champ de l'économie écologique sont nombreux. C'est pour mieux comprendre ces clivages et les spécificités de l'approche de l'économie écologique défendue en Europe – ce que l'on qualifie désormais de *social ecological economics* – que nous allons d'abord brièvement présenter le contenu de chacun de ces trois livres, avant de tirer les leçons de leur lecture croisée, faisant apparaître les thématiques et enjeux structurants actuels, ainsi que les défis à venir.

Trois livres, trois ambitions distinctes mais un objectif partagé

Si l'on présente ces trois ouvrages dans l'ordre chronologique de leur parution, le premier, publié à l'automne 2015, s'intitule *Handbook of ecological economics*. Il a été coordonné par Joan Martinez-Alier et Roldan Muradian, deux figures bien connues dans le monde de l'économie écologique¹. Constitué de 17 chapitres encadrés par une introduction et une conclusion, l'ouvrage de 503 pages est présenté par les coordinateurs comme une compilation de chapitres, dont la vocation n'est pas de couvrir l'ensemble des tendances et controverses internes à l'économie écologique, mais de stimuler le débat sur la portée et les méthodes de ce champ transdisciplinaire, à partir d'un état de l'art portant sur un ensemble de thèmes choisis par les auteurs qui ont été sollicités comme contributeurs. Les 35 auteurs mobilisés s'attachent aux

¹ J. Martinez-Alier a été à l'origine de l'institutionnalisation du courant de l'économie écologique, du fait de l'organisation d'un colloque, en 1987, à l'Université autonome de Barcelone, qui a permis de jeter les bases de la revue *Ecological Economics* et de l'International Society for Ecological Economics (ISEE), dont il a été l'un des présidents (Røpke, 2004). R. Muradian, qui fait partie de la génération suivante, a réalisé sa thèse de doctorat au début des années 2000, sous la direction de Martinez-Alier, tout en séjournant plusieurs années en France où il a travaillé avec Martin O'Connor à l'Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines. Il a effectué l'essentiel de sa carrière académique aux Pays-Bas (à l'Université de Tilburg, puis à l'Université de Nijmegen), avant de rejoindre, ces dernières années, l'Universidade Federal Fluminense, située dans l'État de Rio de Janeiro au Brésil.

questionnements philosophiques et épistémologiques du domaine, à son appareillage conceptuel et méthodologique, mais aussi aux outils de politique publique qui peuvent être préconisés ou critiqués dans le champ de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Les chapitres proposent par ailleurs des entrées tantôt thématiques (sur la consommation soutenable ou sur la gestion de l'eau, par exemple), tantôt conceptuelles (sur le métabolisme social, la décroissance, les services écosystémiques...) ou encore méthodologiques (sur les méthodes délibératives d'évaluation, l'économie expérimentale...). Il est également important de remarquer que certains auteurs s'appuient sur des communautés épistémiques partageant des perspectives proches de celles développées en économie écologique (le courant des *common-pool resources*, la *political ecology*, notamment). L'ensemble réunit des contributeurs travaillant majoritairement en Europe et en Amérique latine, reflétant le réseau établi par les deux coordinateurs du livre.

L'ouvrage coordonné par Clive Spash, *Routledge handbook of ecological economics*, est paru pour sa part au printemps 2017. Son sous-titre, *Nature and society*, permet de souligner l'ambition de ce *Handbook*, qui n'a pas vocation à couvrir, comme l'ouvrage précédent, l'ensemble du champ de l'économie écologique, mais qui développe une perspective – celle de la *social ecological economics* – de manière approfondie. Le coordinateur scientifique de ce volume peut être considéré comme le principal chef de file de ce mouvement², visant à refonder le champ de l'économie écologique à partir d'une perspective critique issue des sciences sociales pour l'essentiel. Cet ouvrage très dense de 551 pages regroupe un ensemble de 50 chapitres rédigés par un panel de 63 auteurs – on retrouve d'ailleurs parmi eux 8 des contributeurs de l'ouvrage de Martinez-Alier et Muradian (2015). Les chapitres sont groupés suivant 10 parties qui traitent : (1) des fondements, (2) de la pensée hétérodoxe sur l'environnement, (3) de la réalité biophysique et de ses implications, (4) des relations entre société, pouvoir et politique, (5) des marchés, de la production et de la consommation, (6) des enjeux de valeur et d'éthique, (7) des relations entre science et société, (8) des enjeux méthodologiques, (9) des défis politiques et (10) des enjeux d'une future société post-croissance. Il est inté-

² C.L. Spash est un économiste critique qui, après un doctorat réalisé à l'University of Wyoming (États-Unis), sous la direction de Ralph d'Arge, a fait une carrière académique dans plusieurs instituts de recherche et universités au Royaume-Uni (1996-2006), puis en Australie (2006-2009), avant de revenir en Europe, à la Vienna University of Economics and Business (Autriche). Élu vice-président de l'European Society for Ecological Economics (ESEE) à sa création en 1996, il a occupé la présidence de cette branche européenne de l'ISEE entre 2000 et 2006 et continue de jouer un rôle actif au sein de cette communauté.

ressant de noter que, malgré son volume conséquent, ce livre ne s'encombre pas – tout comme le précédent – de rappels extensifs sur l'histoire de l'économie écologique. Tourné vers le futur, il ambitionne plutôt de doter l'économie écologique d'un socle de solides références méthodologiques et conceptuelles, pour constituer une alternative à la vision défendue par l'approche standard en économie tournée vers la quantification, le recours à des modèles sophistiqués sans prise directe avec le réel, aux statistiques et à l'économétrie. C'est ce que Spash revendique dans la préface de l'ouvrage, particulièrement incisive, lorsqu'il s'adresse directement au lecteur de la manière suivante :

«[...] the *Handbook* addresses the simple task of destroying a dominant rhetorical claim made when mainstream economists, neoliberals and apologists for orthodox growth and consumerism lose an argument. That is, that there are no alternatives to the existing structures and systems. [...] Then we are told there is no other future than a growth society, the ultimate utopian dream. The *Routledge Handbook of Ecological Economics* shows there are alternatives to everything. So read on, find out and join us » (Spash, 2017a, p. xvii).

Le dernier ouvrage en date n'est en rien comparable aux deux précédents, par son volume et par son ambition, mais il nous a paru intéressant de le présenter en complément car il offre une synthèse assez complète, en langue française, des grands enjeux qui traversent aujourd'hui l'économie écologique, tout en s'attachant à remettre en perspective historique ces débats contemporains. Rédigé par Ali Douai et Gaël Plumecocq³, deux des auteurs français parmi les plus actifs dans ce domaine, l'ouvrage de 128 pages paru au printemps 2017, peu après la publication de l'ouvrage de Spash, s'intitule sobrement *L'économie écologique*. Il partage avec les deux autres volumes présentés ci-dessus une perspective résolument orientée vers le renforcement d'une *social ecological economics*. Comme le déclarent

les auteurs dans leur introduction, leur positionnement « consiste à soutenir et chercher les moyens de renforcer la socioéconomie écologique » ; « il [leur] apparaît nécessaire de (re)politiser l'histoire et les enjeux environnementaux, de sorte que le sujet central de la soutenabilité ne soit pas une humanité globale et abstraite ou une somme de comportements individuels, mais bien aussi la dynamique des structures sociales et des institutions qui régissent nos rapports à la nature » (p. 10). C'est dans cet objectif que l'ouvrage est structuré en trois parties. La première s'attache à retracer les origines et l'essor de l'économie écologique. La deuxième vise à replacer les débats sur les relations entre croissance économique, développement et soutenabilité. Enfin, la troisième partie met en regard l'approche économique standard, orientée vers les mécanismes marchands et vers l'évaluation monétaire de la nature, et l'approche défendue par la socioéconomie écologique. La conclusion ouvre un certain nombre de débats portant notamment sur la structuration du champ de l'économie écologique à l'échelle internationale et sur les défis institutionnels auxquels les chercheurs qui travaillent dans ce domaine en France sont confrontés.

À partir de cette présentation synoptique, il paraît difficile d'entrer dans les détails de chacun des chapitres de ces trois ouvrages. Ce que nous nous proposons de faire est plus modeste. Nous tâchons ici de faire ressortir les lignes de force de ce projet en construction qu'est la socioéconomie écologique, en nous focalisant sur un certain nombre de thématiques structurantes qui témoignent des transformations que les auteurs de ces trois livres appellent de leurs vœux. Au préalable toutefois, il nous paraît important de resituer le courant de la socioéconomie écologique par rapport aux autres courants qui peuvent être identifiés dans ce vaste champ d'analyse.

Un champ de recherche qui s'autonomise, puis se ramifie...

Le domaine de l'économie écologique s'est institutionnalisé à la fin des années 1980, avec la création de l'International Society for Ecological Economics (ISEE) et de la revue *Ecological Economics*. Dès le départ, les membres de cette communauté scientifique se sont regroupés sans que soient clairement établis les principes épistémologiques, les méthodes et les concepts qui allaient permettre ce regroupement. On a plutôt affaire, comme le relèvent Douai et Plumecocq dans leur chapitre 1, au rapprochement d'économistes et d'écologues insatisfaits de la manière dont leurs propres disciplines envisagent les relations entre économie et écologie. En ce sens, les économistes écologiques se présentent à cette époque volontiers comme des dissidents, des hétérodoxes au sens plein du terme (qui ne suivent pas l'orthodoxie de leur discipline). Certains principes sont toutefois identifiés très tôt dans les articles et ouvrages de

³ A. Douai est maître de conférences en économie à l'Université de Nice Sophia Antipolis (UMR Gredeg). Après une thèse de doctorat soutenue en 2009 sur la relation entre croissance économique et qualité de vie réalisée sous la direction de Jean-Marie Harribey à l'Université Bordeaux 4, il oriente ses recherches sur les questions de biodiversité et l'analyse de la construction des marchés dans ce domaine, couplée à une réflexion plus globale sur l'économie écologique. Il est par ailleurs l'un des contributeurs du *Handbook* coordonné par Spash. G. Plumecocq est chargé de recherches en économie au département Sciences pour l'action et le développement de l'Inra (UMR Agir, Toulouse). Après une thèse de doctorat soutenue en 2010 à l'Université Paris Nanterre sous la direction d'Olivier Favereau et portant sur l'application du cadre d'analyse de l'économie des conventions aux politiques régionales de développement durable, il travaille à une analyse des relations entre agriculture, agroalimentaire et environnement dans une perspective d'économie écologique.

synthèse publiés au cours des années 1990 et au début des années 2000 (voir [Munda, 1997](#) ; [Costanza et al., 1997a](#) ; [van den Bergh, 2001](#)). Tout d'abord, le paradigme du développement soutenable, dans sa version forte⁴, est revendiqué, en raison notamment d'une concordance de temporalités entre l'institutionnalisation du courant de l'économie écologique et la diffusion de ce concept à la fin des années 1980, à l'échelle internationale. En outre, parmi les principes fondateurs, on peut mentionner (1) le recours aux approches systémiques et au principe de coévolution entre nature et société ([Norgaard, 1994](#)), (2) la reconnaissance du principe d'entropie et son application aux relations entre économie et environnement ([Georgescu-Roegen, 1971](#)), (3) l'ambition transdisciplinaire du champ et le positionnement par rapport à la science post-normale ([Funtowicz et Ravetz, 1993](#)), (4) l'idée d'un pluralisme méthodologique ([Norgaard, 1989](#)), (5) le principe d'incommensurabilité des valeurs et la mobilisation d'analyses multicritères d'aide à la décision ([Martinez-Alier et al., 1998](#)). Toutefois, avec le temps, plusieurs évolutions dans le champ ont conduit à des débats et controverses importants qui font qu'aujourd'hui coexistent, « sous la grande tente de l'économie écologique » (pour reprendre l'expression de [Howarth, 2008](#)), trois mouvements qui n'ont pas forcément grand-chose en commun. Les tensions perceptibles entre ces trois mouvements se matérialisent dans l'organe de publication officiel de l'ISEE – la revue *Ecological Economics*. Comme le relève [Spash \(2017b, p. 3\)](#) dans le chapitre 1 de son *Handbook*, « If the journal of the name Ecological Economics is taken as an indicator, then the field is disunited, conflicted and self-contradictory ». Les trois ouvrages dont il est question ici se font l'écho de ces clivages et reprennent à leur compte le découpage opéré par Spash entre les nouveaux économistes des ressources, les nouveaux pragmatistes de l'environnement et les tenants de la socioéconomie écologique (voir [Spash, 2013; 2015; 2017b](#) et le chapitre 1 de l'ouvrage de [Douai et Plumecocq, 2017](#)). Cependant, si ce clivage est présent – sous la plume de Spash – dans le chapitre 1 du

⁴En effet, contrairement à la perspective de croissance soutenable (souvent qualifiée de « soutenabilité faible »), défendue au début des années 1990 par les économistes de l'environnement et des ressources naturelles (voir notamment [Solow, 1993](#)), qui envisage la possibilité de substituer le capital naturel aux autres formes de capital (équipements, connaissances et compétences) et qui privilégie les mécanismes marchands, en complément d'une intervention publique et le recours au progrès technique pour remédier aux atteintes à l'environnement, la perspective de soutenabilité forte insiste sur le caractère non substituable des différentes formes de capital et sur la nécessité de maintenir un stock de « capital naturel critique » qui devra être légué aux générations futures. En outre, elle appréhende les mécanismes marchands et le progrès technique de manière critique en privilégiant plutôt des solutions réglementaires et/ou concertées (voir [Vivien, 2005](#)).

Handbook coordonné par [Martinez-Alier et Muradian \(2015\)](#), les coordinateurs de cet ouvrage ne s'y réfèrent pas explicitement pour leur part.

Les nouveaux économistes des ressources

Si l'économie écologique était au départ une réaction aux approches développées par les économistes standards regroupés sous la bannière de l'économie de l'environnement et des ressources naturelles, le succès rencontré par la revue *Ecological Economics*, fondée en 1989 sous l'impulsion de Robert Costanza et Herman Daly, a joué le rôle d'un aimant pour les économistes standards qui ont abondamment cherché à publier dans ce support dont le rayonnement allait croissant. L'organe officiel de publication de l'économie écologique devenait dès lors beaucoup plus ouvert à ces approches standards en économie, tout en continuant à publier des articles relevant des approches hétérodoxes. Cette situation a généré la constitution d'un premier groupe de chercheurs qualifié, à la suite de Spash, de « nouveaux économistes des ressources » (*new resource economists*) et présenté par [Douai et Plumecocq \(2017, p. 25\)](#) comme une « branche de revivification de l'approche économique standard ». Il regroupe ceux qui se revendiquent de l'économie écologique mais développent en réalité des approches conceptuelles et méthodologiques très proches de celles défendues par ce qui était considéré jusqu'alors comme le courant adverse. Cette vision un peu manichéenne des choses est toutefois relativisée par [Douai et Plumecocq \(2017\)](#) qui rappellent que cette entreprise peut aussi déboucher sur une adaptation du cadre d'analyse de l'économie standard, plus à l'écoute des critiques des approches hétérodoxes puisque prenant part à la même communauté scientifique ou du moins au même support de publication. On peut aussi rappeler, comme le font [Martinez-Alier et Muradian \(2015\)](#) en introduction de leur *Handbook*, que certains chercheurs adoptant un cadre d'analyse standard, comme David Pearce, avaient été associés dès le départ à l'aventure de la revue *Ecological Economics*, avant de la quitter face aux querelles opposant les partisans de la soutenabilité faible et ceux de la soutenabilité forte.

Les nouveaux pragmatistes de l'environnement

Le deuxième groupe de chercheurs rassemble ceux que Spash qualifie de « nouveaux pragmatistes de l'environnement » (*new environmental pragmatists*). Il vise ainsi directement les chercheurs qui, à la suite de la publication du célèbre article de [Costanza et al. \(1997b\)](#) portant sur la valeur globale des services délivrés par les écosystèmes, adoptent une posture conciliante à l'égard de la monétarisation de la nature, voire de sa mise en marché. L'argument développé par ces chercheurs est qu'en raison de la difficulté à faire passer les idées de l'économie

écologique sur la destruction des écosystèmes avec les outils qu'elle a contribué à élaborer (évaluations biophysiques et écoénergétiques), l'utilisation de l'évaluation monétaire demeure un puissant moyen pour convaincre de la nécessité d'investir dans le capital naturel et *in fine* de protéger les écosystèmes. Peu importe les moyens, en quelque sorte, pourvu que les fins affichées soient atteintes. Cette vision pragmatique (au sens premier du terme et non en référence à la branche de la philosophie que l'on qualifie de « pragmatique ») apparaît aux yeux des partisans de la socioéconomie écologique comme particulièrement dangereuse, car elle fait perdre de vue l'ambition radicale et théorique du champ pour épouser les méthodes de l'économie standard, quand bien même ceux qui appliquent ces méthodes seraient avisés de leurs limites. Dans le premier chapitre de son *Handbook*, Spash (2017b, p. 4) use de mots très durs pour qualifier l'attitude de ces nouveaux pragmatistes en visant plus particulièrement les biologistes et écologues de la conservation :

«Perversely, the politically naive use of formal economic language, concepts and methods by ecologists and conservation biologists has undercut their own message, disempowered their policy relevance and damaged the environmental movement in the process [...]. Rather than progress in uniting and understanding of the biophysical, social and economic, what we have seen is the domination of the social and biophysical by a narrow discourse that reduces everything to exchange and price making markets.»

Soulignons que cette stigmatisation des travaux des chercheurs qui ont recours au concept de services écosystémiques, génère parfois des frustrations et des incompréhensions de la part de ceux qui mobilisent cette notion sans y attacher la vision critique que Spash revendique de son côté⁵.

Les socioéconomistes écologiques

Le dernier courant auquel se rattachent plus ou moins explicitement les trois ouvrages discutés ici⁶, la

⁵ Communication personnelle avec plusieurs membres de l'International Society for Ecological Economics qui ne se reconnaissent pas comme appartenant à cette branche de l'économie écologique que Spash qualifie de « nouveaux pragmatistes de l'environnement » et qui considèrent que celui-ci, en accentuant le trait, en vient parfois à caricaturer les positions des chercheurs qui ont recours à l'évaluation monétaire des services écosystémiques.

⁶ Cet aspect est très clair dans le *Handbook* de Spash et dans le livre de Douai et Plumecocq. Il est en revanche plus ambigu chez Martinez-Alier et Muradian, dans la mesure où leur ouvrage est construit en lien avec les idées de la socioéconomie écologique, sans que les coordinateurs ne se réfèrent à ce courant. La seule occurrence du terme dans l'ensemble de leur ouvrage peut être trouvée dans le chapitre rédigé par Spash.

socioéconomie écologique, entend revenir aux racines de l'économie écologique pour proposer une véritable alternative à l'économie standard. Cette perspective épouse la manière dont la branche européenne de l'ISEE s'est constituée, comme le rappellent Douai et Plumecocq dans leur chapitre 1, dans la mesure où l'expression était née d'un séminaire organisé en Allemagne en 1995, l'année qui précède la création de la European Society for Ecological Economics. Cette socioéconomie écologique se construit autour d'un ensemble de principes et d'axes de réflexion qui constituent l'ossature générale des trois ouvrages ici discutés. Tout d'abord, elle entend renouer avec une réflexion à la fois ontologique, épistémologique et méthodologique pour se doter d'un socle de base à partir duquel l'économie écologique pourrait être refondée. En partant d'une posture héritée des travaux critiques en économie et en sciences sociales (institutionnalisme critique, *political ecology*, écoféminisme, approches marxistes et postmarxistes, postkeynésianisme et économie évolutionnaire pour reprendre le contenu des chapitres de la partie 2 du *Handbook* de Spash), elle porte un discours sur les institutions et les enjeux de gouvernance ; renouvelle la critique de l'évaluation monétaire de la nature en proposant des cadres d'évaluation alternatifs ; s'appuie sur la construction d'une macroéconomie écologique et *in fine* participe à la diffusion d'un modèle de société post-croissance. Ce programme de travail requiert en outre d'avoir recours à une perspective interdisciplinaire et d'envisager de nouvelles voies pour l'instauration d'un dialogue entre sciences et sociétés. L'objectif de la partie suivante est de revenir plus en détail sur ce vaste chantier qui traverse les trois ouvrages.

La socioéconomie écologique : héritage du passé et chantier en construction

Même si l'appellation est récente, la socioéconomie écologique dispose de racines anciennes et se réfère à nombre d'auteurs qui écrivaient sur les relations entre économie, société et environnement, bien avant même que l'appellation « économie écologique » n'ait été conçue. Parmi ces auteurs phares, les économistes hétérodoxes de l'après-guerre occupent une place de choix, qu'il s'agisse de Siegfried von Ciriacy-Wantrup, Karl Polanyi, Kenneth Boulding ou encore Nicholas Georgescu-Roegen. Mais la socioéconomie écologique entend aussi s'associer à d'autres illustres prédécesseurs comme Karl Marx ou John Maynard Keynes qui envisageaient leur rôle d'économiste comme participant d'un discours plus global en sciences humaines et sociales, naviguant au gré de leurs travaux de l'économie à la psychologie, la philosophie ou encore l'histoire. C'est cette vision ancrée résolument dans les sciences sociales, mais portant sur un objet spécifique, qui constitue le

programme de travail de cette socioéconomie écologique. Si l'ambition est théorique, elle contient aussi en germe un questionnement sur le rapport au réel qui justifie pleinement que celle-ci développe une réflexion sur sa posture ontologique, épistémologique et méthodologique, une « vision », c'est-à-dire « l'effort de connaissance préanalytique », pour reprendre les termes de Joseph Schumpeter (1983 [1954], p. 74).

Une vision préanalytique : positionnements ontologique, épistémologique et méthodologique

Dans le chapitre qui ouvre son *Handbook*, Spash rappelle que deux des principes fondateurs de l'économie écologique (le pluralisme méthodologique et la transdisciplinarité) ont contribué à la détourner du sens qu'il aurait fallu lui donner. La manière dont ces deux principes ont été intégrés par l'économie écologique en a ôté une part importante de la substance, conduisant à produire à la fois de la confusion et de la superficialité, c'est-à-dire à empêcher toute réflexion sérieuse sur ses fondements ontologiques, épistémologiques et méthodologiques.

Il serait trop long ici de détailler chacun de ces trois aspects, mais de manière synthétique, on peut dire que, d'un point de vue ontologique, la socioéconomie écologique admet qu'une réalité objective existe indépendamment des êtres humains. Comprendre le réel nécessite de tenir compte de l'encastrement de trois dimensions : la biosphère, la sphère des activités humaines et la sphère des activités économiques, pour parler comme René Passet (1979). Dès lors, l'activité économique, fondée sur l'usage des ressources naturelles, ne peut se résumer à un système de flux entre des producteurs et des consommateurs. Ces entités désincarnées dans la théorie économique standard sont le fruit d'une réalité beaucoup plus complexe et comprendre cette complexité sociale nécessite la prise en compte d'institutions (règles, normes, conventions). Ainsi, d'un point de vue épistémologique, accepter cette complexité appelle à plus de modestie, dans le sens où elle invite à admettre que les connaissances sont sujettes à une incertitude radicale et qu'il est impossible d'appréhender la vérité. En outre, la connaissance n'est pas l'apanage des seuls experts et ses différentes formes (vernaculaires, par exemple) doivent être prises en considération. Il s'avère ainsi nécessaire de recourir à l'analyse empirique et à la critique raisonnée, qui peuvent mobiliser une variété de méthodes pour parvenir à la compréhension du réel. D'un point de vue méthodologique, l'interdisciplinarité est préconisée et engage le croisement de différentes formes de connaissance avec ceux qui partagent les mêmes préconceptions ontologiques et épistémologiques. La création de concepts mutuellement définis est une des voies qui peut être poursuivie en ce sens.

Tous ces critères exigeants ne se retrouvent cependant pas – tant s'en faut – dans la manière dont les travaux présentés dans ces trois ouvrages abordent un certain nombre d'enjeux que nous allons passer en revue à présent et qui en constituent le cœur. Nous n'avons pas la prétention ici de ramasser toute la richesse de ces différents livres en quelques paragraphes, mais le découpage proposé vise surtout à faire ressortir les lignes de force de ce courant.

Le poids des institutions et des enjeux de gouvernance

Comme nous l'avons rappelé plus haut, la proximité intellectuelle entre la socioéconomie écologique et les courants institutionnalistes en économie (en particulier, les travaux hérités de l'institutionnalisme critique et de l'économie évolutionnaire de Thorstein Veblen et John R. Commons) est évidente. De ce fait, une large part des travaux de ce courant se consacre à l'étude des institutions du capitalisme (normes, règles, conventions) entrant en jeu dans les domaines des ressources naturelles et de l'environnement, et appelle de manière plus large à repenser leurs modes de gouvernance. En complément de ces approches, l'influence de la *political ecology* et l'analyse des jeux de pouvoir sont développées, elles aussi, notamment par les chercheurs formés auprès de Martinez-Alier.

On retrouve ces questionnements dans plusieurs chapitres du *Handbook* de Martinez-Alier et Muradian (2015). C'est le cas, par exemple, du texte rédigé par Arild Vatn consacré à la gouvernance environnementale globale, mais aussi de celui d'Irene Ring et David N. Barton dédié à l'analyse de la gouvernance des écosystèmes et à la place des instruments économiques dans les *policy-mix* pour la conservation de la biodiversité (chapitres 16 et 17). La contribution de Beatriz Rodriguez-Labajos et Joan Martinez-Alier dans le même ouvrage revient pour sa part sur les conflits socioenvironnementaux dans le domaine de l'eau, adoptant une perspective mêlant *political ecology* et économie écologique. L'analyse des institutions et des jeux de pouvoir est mobilisée de manière extensive dans l'ouvrage coordonné par Spash, notamment dans la partie IV intitulée « *Society, power and politics* » qui aborde le rôle des mouvements sociaux dans les conflits socioenvironnementaux. Douai et Plumecocq traitent de ces questions dans une section du chapitre 5 intitulée « Institutions et gouvernance environnementale : construire la justice sociale et le bien commun ».

Parmi les nombreuses manières d'envisager le rapport aux institutions et aux enjeux de gouvernance, la contribution d'A. Vatn relative à l'apport de l'institutionnalisme critique nous paraît éclairante (chapitre 3 dans le *Handbook* de Spash). Il insiste en particulier sur les liens qui

peuvent être établis entre cette approche institutionnaliste et l'économie écologique, à partir de trois éléments saillants :

- Le premier est l'importance de la pensée systémique, qui invite à étudier les interactions entre les individus et les structures institutionnelles et qui souligne le fait que différents contextes institutionnels (le marché, la firme, la famille, la communauté) favorisent différentes formes d'interaction et dès lors différentes rationalités.
- En matière de politique environnementale et de gouvernance, A. Vatn rappelle que les principales questions à résoudre concernent les valeurs et les intérêts à défendre, en d'autres termes la question des droits et des responsabilités. Cette dimension juridique doit aussi être articulée avec une dimension plus subjective qui concerne les motivations et les perceptions. Dans la mesure où les institutions influencent ces dernières, il importe de comprendre comment elles protègent, mais également génèrent des intérêts.
- Enfin, il insiste sur la nécessité de considérer les méthodes d'évaluation (analyse coûts-avantages, analyse multicritères ou encore les méthodes d'évaluation délibérative) comme des institutions articulatrices de valeurs (*value articulating institutions*).

Cette dernière dimension rejoint une préoccupation récurrente au sein de la socioéconomie écologique qui a trait à l'élaboration de méthodes d'évaluation alternatives à la seule évaluation monétaire.

Une critique de l'évaluation monétaire des services écosystémiques et la construction d'approches alternatives

Le concept de services écosystémiques est sans doute un de ceux qui a connu, au cours de ces deux dernières décennies, un intérêt des plus vifs de la part des chercheurs travaillant sur les problématiques environnementales, notamment dans les champs du climat et de la biodiversité. La contribution au rayonnement de ce concept de la part de l'économie écologique est manifeste (voir notamment le chapitre rédigé par Rudolf de Groot et Leon Braat dans le *Handbook* de Martinez-Alier et Muradian), mais la socioéconomie écologique l'aborde sous un angle critique, ce qui en fait sans doute une de ses spécificités. L'article d'Erik Gómez-Baggethun dans le *Handbook* de Spash souligne que les controverses les plus importantes se focalisent sur les questions de gouvernance et d'évaluation. S'agissant des enjeux de gouvernance, le débat se résume, de manière traditionnelle, à la conciliation entre marchandisation, régulation publique et gestion communautaire – la socioéconomie écologique penchant très nettement pour un mix entre les deux dernières solutions, tout en agitant le chiffon rouge de la marchandisation de la nature. Sur le

second volet – celui de l'évaluation –, la critique de l'évaluation monétaire des services écosystémiques est abondamment documentée. Elle conduit à proposer des méthodes alternatives d'évaluation prenant acte des limites des méthodes élaborées par les économistes de l'environnement et des ressources naturelles (évaluation contingente exprimant un consentement à payer ou à recevoir, méthode des coûts de déplacement ou encore méthode des prix hédoniques). Plus encore, la pertinence du recours à une évaluation monétaire des services écosystémiques constitue un point de tension important entre les nouveaux pragmatistes de l'environnement et les tenants de la socioéconomie écologique, dans la mesure où cette évaluation vient remettre en cause le principe d'incommensurabilité des valeurs qui était considéré comme un des fondements de l'économie écologique. Cette opposition de principe à l'égard de l'évaluation monétaire a cependant eu le mérite de pousser au développement de méthodologies alternatives pour aller au-delà d'une critique d'ordre philosophique et éthique pertinente mais qui n'offre pas d'outils pour l'action.

Une grande partie de l'effort fourni par la socioéconomie écologique a ainsi porté sur la mise au point de méthodes délibératives d'évaluation. En effet, donner un prix à la nature à partir de méthodes – aussi sophistiquées soient-elles – ne permet pas de refléter correctement l'attachement que les individus et les groupes expriment à l'égard de la nature et des services écosystémiques qu'elle délivre. Plus encore, comme le relèvent Douai et Plumecocq dans leur ouvrage, les méthodes visant à révéler des préférences (un consentement à payer) éprouvent des difficultés pour intégrer le refus de donner une réponse de la part des individus qui sont interrogés sur ce sujet. Ce type de situation peut néanmoins servir de base à une délibération entre les parties prenantes sur la valeur à accorder à la nature en général, à un espace particulier ou à un service écosystémique donné. On comprend pourquoi une part importante des efforts déployés par la socioéconomie écologique s'est focalisée sur les méthodes d'évaluation monétaire délibératives en adaptant et en critiquant le cadre méthodologique de l'évaluation contingente – voir notamment le chapitre que Jasper O. Kenter consacre à ce sujet dans l'ouvrage coordonné par Spash.

D'autres voies sont cependant explorées en parallèle, dans le domaine de l'aide multicritères à la décision. De telles méthodes permettent de considérer, à côté de critères évalués monétairement, des critères non monétaires, aidant à un arbitrage sur un projet d'infrastructure, par exemple. Cette vision de l'évaluation renvoie d'ailleurs à des termes distincts en anglais puisque l'on parle à ce sujet plus volontiers d'*assessment* que de *valuation* ou *evaluation*.

Ces questionnements sur la critique de l'évaluation monétaire et sur la recherche de méthodes alternatives d'évaluation traversent les trois ouvrages et font écho

aux réflexions sur les institutions articulatrices de valeurs présentées dans la sous-partie précédente.

Une science transformative ? Construire une société de postcroissance

Le débat sur la compatibilité entre la poursuite de la croissance économique et la protection de l'environnement est ancien. Il a été particulièrement vif, au début des années 1970, avec la contribution de nombre de penseurs considérés aujourd'hui comme les pères fondateurs de l'économie écologique. Plus qu'une question économique, la perspective adoptée à l'égard de la croissance économique, des modes de développement et des modes de vie, appelle à positionner le débat d'un point de vue sociétal. Aussi la perspective s'est-elle élargie, ces dernières années, à travers un mot d'ordre militant – celui de la recherche d'une société postcroissance, voire même de la décroissance – auquel certains économistes écologiques tentent d'apporter une argumentation scientifique, tout en conservant des liens étroits avec les mouvements citoyens, qu'ils soient altermondialistes ou, plus largement, soucieux de replacer la qualité de vie et la question de la transition écologique au cœur des débats de société.

S'appuyant sur les idées développées par N. Georgescu-Roegen, qui avait mis très tôt en évidence les liens que l'on peut établir entre le processus économique et la loi de l'entropie, mais aussi la notion d'état stationnaire réactivée par les travaux de H. Daly à la fin des années 1970, les auteurs qui tentent de mettre en évidence la nécessité d'une société postcroissance empruntent encore à Ivan Illitch, Cornelius Castoriadis et Serge Latouche leurs arguments, tout en cherchant à les étendre et à les renouveler.

Plus qu'un mouvement scientifique, la particularité de ces travaux est la volonté de s'appuyer sur le caractère transformatif de la science pour engager un débat sur le type de société qu'il convient de promouvoir, face à ce qui leur apparaît comme l'hégémonie d'un modèle dominant fondé sur la croissance – fût-elle verte.

On retrouve cette perspective dans les différents ouvrages dont il est question ici. Certains d'entre eux se focalisent sur l'histoire du mouvement de la décroissance en tentant de le mettre en perspective historique (c'est le cas des sections de l'ouvrage de Douai et Plumecocq consacrées à ces questions) ; tandis que d'autres s'intéressent aux arguments matériels qui font pencher nos sociétés – qu'elles le veuillent ou non – dans la décroissance des flux de matière et d'énergie qui traversent le processus économique (ce que Daly a appelé les *throughputs*). C'est le cas, par exemple, de la contribution de Christian Kerschner et Iñigo Capellán Pérez – dans le *Handbook* de Spash – relative à la question du *peak oil* et qui plaide pour la réalisation d'une société postcarbone, ou encore de la contribution de Niko Paech dans le même ouvrage, dessinant les contours d'une

économie postcroissance. Mais, pour peser dans les débats économiques et promouvoir ce nouveau modèle de société, la réflexion s'oriente désormais également vers la constitution d'une macroéconomie écologique.

La recherche d'indicateurs alternatifs au PIB et le développement d'une macroéconomie écologique

C'est sur le terrain des indicateurs de soutenabilité et de développement alternatifs au PIB que vont d'abord se concentrer un certain nombre de travaux en économie écologique. La critique du PIB est ancienne en économie mais les tentatives pour faire entrer dans la comptabilité nationale les problématiques liées à l'environnement ont souvent buté sur des questions méthodologiques tenant notamment à la métrique la plus à même de tenir compte des dommages environnementaux ou encore d'intégrer les services délivrés par les écosystèmes. Le texte rédigé par Philippe Roman et Géraldine Thiry dans le *Handbook* de Spash (chapitre 37) s'attache à retracer les propositions méthodologiques d'indicateurs de soutenabilité (au-delà du PIB) et les difficultés rencontrées par leur mise en œuvre. Ils passent ainsi en revue les propositions élaborées pour mettre en place des comptes de la nation intégrant les variables environnementales, mais également les tentatives comme l'indicateur de progrès véritable (*genuine progress indicator*) – au total, près de 900 initiatives d'indicateurs de soutenabilité sont recensées.

Cette recherche d'indicateurs alternatifs au PIB constitue plus largement une des voies empruntées par la socioéconomie écologique pour porter un discours sur les enjeux macroéconomiques de différents modes de développement. En s'appuyant notamment sur une critique de la courbe environnementale de Kuznets⁷ et des hypothèses très restrictives sur lesquelles repose sa construction, un mouvement puissant visant à fonder une macroéconomie écologique est identifiable depuis quelques années. Les différents ouvrages abordés dans ce texte témoignent de cette inflexion majeure et de la place occupée par les modèles macroéconomiques qui explorent des scénarios de faible croissance, voire d'absence de croissance économique. Ces aspects sont notamment

⁷ Simon Kuznets (1955) a mis en évidence une relation en forme de « U inversé » entre le revenu national et les inégalités de revenu, qualifiée par la suite de courbe de Kuznets. La courbe environnementale de Kuznets – que l'on doit au départ aux travaux de Grossman et Krueger (1991) – s'inspire de ces travaux et établit une relation entre niveau de pollution et niveau de richesse nationale. Cela souligne l'effet bénéfique joué par la croissance économique sur le niveau de pollution, ce qui a été par la suite amplement discuté et contesté de la part de nombre d'économistes écologiques.

traités par des auteurs comme Peter Victor qui propose dans le *Handbook* de Martinez-Alier et Muradian une synthèse de ses propres travaux, élaborés à partir du début des années 1970, à une période où le rapport *The limits to growth* (Meadows *et al.*, 1972) avait été remis au Club de Rome.

Ce développement récent d'une macroéconomie écologique constitue sans nul doute une des voies les plus fécondes pour instaurer un dialogue avec l'économie standard et avec les décideurs publics, qui restent trop souvent prisonniers de schémas faisant de la poursuite de la croissance économique, l'alpha et l'oméga des politiques qu'ils impulsent.

Conclusion

À partir de la lecture de ces trois ouvrages, il est possible de tirer quelques enseignements. Comme rappelé en introduction, la constitution d'une socioéconomie écologique, avec ses principes de base et ses champs d'application, met en danger la communauté de l'économie écologique dans son ensemble, mais peut aussi être considérée comme une voie pour la revivifier et rapprocher un certain nombre d'approches qui coexistent sans nécessairement communiquer entre elles. Les trois ouvrages concluent par quelques pistes pour la suite, considérant sans doute comme nous le faisons nous-même que l'économie écologique est aujourd'hui à un tournant historique. Parmi ces pistes, nous retenons plus particulièrement l'appel de Martinez-Alier et Muradian (2015) à un renouvellement des concepts et à la recherche de nouvelles métaphores. L'économie écologique s'est en effet construite sur la base de métaphores et d'analogies, mêlant fonctionnement de l'activité économique et fonctionnement des écosystèmes (le métabolisme social; la coévolution, les services écosystémiques, pour ne prendre que quelques exemples). Ces métaphores, qui sont aussi des concepts, sont de puissants opérateurs de questionnement et permettent de générer des recherches interdisciplinaires orientées vers un objet commun. Mais, plus fondamentalement, elles possèdent aussi parfois – à l'instar des services écosystémiques – le statut d'instrument de politique publique et sont souvent appliquées sans les réserves qui s'avèreraient nécessaires et sans la distance critique qu'il faudrait porter à l'égard des méthodes qui tentent de les appréhender ou de les évaluer. Aussi, après vingt ans de règne (presque) sans partage de la notion de service écosystémique, d'autres métaphores sont appelées de leurs vœux par Martinez-Alier et Muradian. L'enjeu est ainsi sans doute autant politique que scientifique.

Un autre défi adressé à la communauté des économistes écologiques est le dialogue à nourrir et à renforcer avec d'autres communautés épistémiques qui ont fait leur apparition depuis le début des années 1990 et qui occupent

aujourd'hui une place importante sur le plan académique mais aussi auprès des décideurs politiques – on pense notamment au réseau Resilience Alliance, à la *political ecology* ou encore au courant des *common-pool resources*. Un nombre important d'auteurs se réclamant de l'économie écologique sont aujourd'hui impliqués dans ces autres communautés épistémiques qui occupent une position très en vue dans le champ des recherches interdisciplinaires sur les relations entre natures et sociétés. Comment la coexistence de ces différentes communautés peut-elle être envisagée et quelle plus-value l'économie écologique peut-elle apporter ?

Le rapport entre science et société constitue pour finir un chantier en tant que tel pour l'économie écologique. Cependant, comment rendre accessibles les idées développées par la socioéconomie écologique ? Au regard du prix exorbitant des deux *Handbooks* présentés ici, il est clair qu'un large public ne pourra pas avoir accès à ces avancées – ce qui constitue sans doute une contradiction interne à la visée de ses coordinateurs⁸. C'est pourquoi la publication de l'ouvrage de Douai et Plumecocq peut aider à diffuser ces idées auprès d'un large lectorat, en espérant qu'elles atteignent, au-delà de la sphère des chercheurs et des spécialistes du domaine, les lecteurs investis dans les transformations de nos sociétés, vers une voie que la socioéconomie écologique appelle de ses vœux.

Références

- Costanza R., Cleveland C., Perrings C. (Eds), 1997a. *The development of an ecological economics*, Cheltenham, Edward Elgar.
- Costanza R., d'Arge R., Groot (de) R.S., Farber S., Grasso M., Hannon B., Limburg K., Naeem S., O'Neill R., Paruelo J., Raskin R., Sutton P., Belt M., 1997b. The value of the world's ecosystem services and natural capital, *Nature*, 387, 253-260.
- Douai A., Plumecocq G., 2017. *L'économie écologique*, Paris, La Découverte.
- Funtowicz S.O., Ravetz J.R., 1993. Science for the post-normal age, *Futures*, 25, 739-755.
- Georgescu-Roegen N., 1971. *The entropy law and the economic process*, Cambridge (MA), Harvard University Press.
- Grossman G.M., Krueger A.B., 1991. Environmental impacts of the North American Free Trade Agreement, *NBER working paper*, 3914.
- Howarth R.B., 2008. Editorial, *Ecological Economics*, 64, 3, 469.
- Kuznets S., 1955. Economic growth and income inequality, *The American Economic Review*, 45, 1-28.
- Martinez-Alier J., Munda G., O'Neill J., 1998. Weak comparability of values as a foundation for ecological economics, *Ecological Economics*, 26, 3, 277-286.

⁸ Signalons que le *Handbook* de Spash est dédié aux activistes qui luttent pour changer la société...

- Martinez-Alier J., Muradian R. (Eds), 2015. *Handbook of ecological economics*, Cheltenham, Edward Elgar.
- Meadows D.H., Meadows D.L., Randers J., Behrens III W.W., 1972. *The limits to growth*, London, Earth Island.
- Munda G., 1997. Environmental economics, ecological economics, and the concept of sustainable development, *Environmental Values*, 6, 213-233.
- Norgaard R.B., 1989. The case for methodological pluralism, *Ecological Economics*, 1, 37-57.
- Norgaard R.B., 1994. *Development betrayed: the end of progress and a co-evolutionary revisioning of the future*, London, Routledge.
- Passet R., 1979. *L'économie et le vivant*, Paris, Payot.
- Røpke I., 2004. The early history of modern ecological economics, *Ecological Economics*, 50, 3-4, 293-314.
- Schumpeter J.A., 1983. *Histoire de l'analyse économique*, Paris, Gallimard. Traduit de : *History of economic analysis*, Oxford, Oxford University Press, 1954.
- Solow R.M., 1993. An almost practical step toward sustainability, *Resources Policy*, 19, 3, 162-172.
- Spash C.L., 2013. The shallow or the deep ecological economics movement?, *Ecological Economics*, 93, 351-362.
- Spash C.L., 2015. The content, direction and philosophy of ecological economics, in Martinez-Alier J., Muradian R. (Eds), *Handbook of ecological economics*, Cheltenham, Edward Elgar, 26-47.
- Spash C.L. (Ed.), 2017a. *Routledge handbook of ecological economics. Nature and society*, London, Routledge.
- Spash C.L., 2017b. Social ecological economics, in Spash C.L. (Ed.), *Routledge handbook of ecological economics. Nature and society*, London, Routledge, 3-16.
- van den Bergh J.C.J.M., 2001. Ecological economics: themes, approaches, and differences with environmental economics, *Regional Environmental Change*, 2, 1, 13-23.
- Vivien F.-D., 2005. *Le développement soutenable*, Paris, La Découverte.

Citation de l'article : Petit O., 2018. L'émergence d'une socioéconomie écologique. Lecture croisée de trois ouvrages récents. *Nat. Sci. Soc.* 26, 4, 463-472.